

La faiblesse de la croissance économique mondiale perdure et un revirement de tendance paraît peu probable cette année, selon un rapport de l'ONU

Un dosage plus équilibré des politiques, allié à de solides orientations budgétaires coordonnées par les grandes puissances économiques, pourrait donner à l'économie mondiale un élan bien nécessaire.

New York, 12 mai – D'après le rapport de l'ONU intitulé « Situation et perspectives de l'économie mondiale à la mi-2016 » qui a été rendu public aujourd'hui, l'activité économique mondiale demeure atone, un renversement de tendance en 2016 étant de surcroît peu probable.

Il ressort de ce rapport que le produit mondial brut augmentera d'à peine 2,4 % en 2016, soit au même rythme qu'en 2015, ce qui représente une révision à la baisse de 0,5 point de pourcentage par rapport aux estimations présentées en décembre 2015 par l'ONU. La morosité persistante de la demande globale dans les pays développés continue de peser sur la croissance mondiale, tandis que la faiblesse des cours des matières premières, les déséquilibres croissants des budgets et des comptes courants et le resserrement des politiques monétaires ont encore réduit les perspectives de nombreux pays exportateurs de produits de base en Afrique, dans la Communauté d'États indépendants, en Amérique latine et dans les Caraïbes. D'importants chocs liés aux conditions météorologiques, des difficultés d'ordre politique et des fuites massives de capitaux ont encore aggravé la situation dans de nombreuses régions en développement.

« Le rapport souligne la nécessité d'un dosage plus équilibré des politiques pour relancer la croissance mondiale et créer un environnement favorable à la réalisation du programme de développement durable à l'horizon 2030 », a déclaré Lenni Montiel, Sous-Secrétaire général chargé du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, dans le discours prononcé au Siège de l'ONU à New York à l'occasion de la présentation de ce rapport semestriel.

Le rapport attire également l'attention sur le fait que le ralentissement économique se prolonge au Brésil et en Fédération de Russie, ce qui a d'importantes répercussions au niveau régional. En Fédération de Russie, le produit intérieur brut devrait reculer de 1,9 % en 2016, en raison des politiques de rigueur budgétaire, de nouvelles baisses de la consommation privée et des investissements, ainsi que du maintien des sanctions internationales. Au Brésil, l'aggravation de la crise politique, la hausse de l'inflation, le creusement du déficit budgétaire et les taux d'intérêts élevés devraient entraîner une contraction de 3,4 %.

Dans les pays les moins avancés, la croissance du produit intérieur brut ne devrait pas dépasser 4,8 % en 2016 et 5,5 % en 2017, soit bien en deçà de la cible des objectifs de développement durable, à savoir « un taux de croissance du produit intérieur brut d'au moins 7% ». Cela pourrait freiner les dépenses publiques, pourtant bien nécessaires, en matière d'éducation, de santé et d'adaptation au changement climatique, et nuire à la lutte contre la pauvreté. Dans de nombreuses régions en développement, le ralentissement de la croissance du produit intérieur brut par habitant est particulièrement brutal - en Afrique, il ne devrait ainsi augmenter, en moyenne, que de 0,4 % entre 2015 et 2017.

Sur un plan positif, les émissions mondiales de carbone liées à la consommation d'énergie sont restées stables en 2015, ce qui laisse entrevoir la possibilité d'une dissociation entre la croissance économique et la croissance des émissions de carbone, comme le souligne le rapport « Situation et perspectives de l'économie mondiale 2016 ». Les investissements dans les sources d'énergie renouvelables ont atteint un nouveau record en 2015, essentiellement en raison d'un engagement et d'un soutien stratégique accrus dans de nombreux pays en développement.

La croissance mondiale devrait connaître une progression marginale d'à peine 2,8 % en 2017, soit bien en deçà des tendances d'avant la crise. La longue période de croissance molle de la productivité et la faiblesse des investissements grèvent le potentiel à long terme de l'économie mondiale.

Le rapport met en garde contre les risques de dégradation de l'économie mondiale, qui demeurent élevés. Les grands pays en développement restent vulnérables à l'instabilité des flux de capitaux et aux pressions sur les taux de change, qui pourraient s'intensifier du fait de l'accroissement des écarts entre les taux d'intérêt mondiaux, tandis qu'une nouvelle détérioration des prix des matières premières risque d'alourdir plus encore le service de la dette de certaines économies tributaires des produits de base. Le rapport note qu'une meilleure coordination des orientations entre les différents pays pourrait atténuer les retombées négatives du manque de concordance des politiques et contenir la volatilité des marchés financiers.

Pour ce qui concerne l'avenir, le rapport recommande aux gouvernements d'exploiter pleinement et efficacement la marge budgétaire dont ils disposent, et appellent de nombreux pays en développement et en transition à élargir l'assiette de l'impôt, à renforcer l'administration fiscale et à assurer un meilleur suivi.

Le présent document met à jour le rapport intitulé « **Situation et perspectives de l'économie mondiale 2016** » (publication des Nations Unies, numéro de vente E.16.II.C.2), paru en janvier 2016.

Pour de plus amples informations, consulter le site: <http://www.un.org/en/development/desa/policy/wesp/>

Contacts avec les médias:

Francyne Harrigan, Département de l'information de l'ONU, adresse électronique: harriganf@un.org / Tél: 1-917-367-5414

Sharon Birch, Département de l'information de l'ONU, adresse électronique: birchs@un.org / Tél.: 1-212-963-0564